

Le gouvernement organise un « *sommet social* » de pacotille **Organisons la réponse de la *base sociale* !**

Le Président Sarkozy et le gouvernement organisent un « sommet » qu'ils prétendent « social » le 18 janvier parce qu'ils invitent, à l'Élysée, les « partenaires sociaux » : le patronat et cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC). En réalité, les décisions antisociales sont déjà prises, annoncées, connues : ce sommet n'est qu'une grande mise en scène pour imposer de nouvelles mesures contre les salarié-es, contre celles et ceux qui produisent la richesse mais en profitent de moins en moins car elle est récupérée par une petite minorité depuis des années.

Ce qui nous importe plus que le « sommet », c'est la base sociale : les millions de travailleurs/ses, de chômeurs/ses, de retraité-es, de jeunes en formation, qui souffrent de la crise organisée par le patronat, les banquiers, les institutions internationales et les gouvernements à leur service.

Comment oser accoler le mot « social » à la TVA, qui est l'impôt le plus injuste : M^{me} Bettencourt paie le même taux de TVA qu'un RMISTe ! Pourtant, voilà ce que le gouvernement présente comme une mesure-phare :

- créer un impôt qui pèsera bien lourdement sur les pauvres et sera insensible sur les riches,
- remplacer, tout ou partie, des cotisations patronales sur les salaires par une augmentation de la TVA, ce qui va renforcer les injustices et faire payer davantage les ménages et moins les entreprises !

L'emploi, un souci du gouvernement ? Le bilan est éloquent : **4 510 000 chômeurs/ses en décembre 2011**, soit une augmentation de 5,2% par rapport à l'an dernier. Il faut ajouter environ **500 000 personnes non-inscrites, radiées, en RSA forcé**. Et ne pas oublier plus de **3,5 millions de précaires, 3 millions de temps partiels**.

Le chômage partiel serait la solution magique ? Il y a seulement deux ans, le gouvernement avait déjà mis au chômage partiel plus de 600 000 salarié-e-s, en **dépensant ainsi 300 millions d'€ d'argent public, ... 300 millions d'€ économisés par le patronat !** Opération répétée avec l'exonération de cotisations sociales pour les heures supplémentaires. Si chômage partiel il y a, c'est au patronat de le payer à travers un fonds commun qui peut être alimenté sans problème avec seulement une petite partie de leurs bénéfices !

Il est paradoxal que gouvernement et patronat vantent les heures supplémentaires tout en prônant le chômage partiel. A moins que leur intention soit surtout de renforcer la flexibilité des salarié-es ? Tout aussi **contradictoire est le fait de mener bataille contre la réduction du temps de travail (« les 35 heures »), en l'organisant à travers le chômage partiel !** Il est vrai qu'il y a quelques différences de taille (même si nos critiques de la mise en œuvre des « 35 heures » furent nombreuses et justifiées) : les pertes de salaire pour les travailleurs/ses et les économies pour le patronat, avec le chômage partiel.

A travers les licenciements, le chômage complet ou partiel, les « plans sociaux », le temps partiel imposé, ... les patrons imposent une réduction du temps de travail à des millions de salarié-es, mais en leur faisant payer ! La solution est la réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaire, sans perte de salaire. ***De l'argent, il y en a ! Faisons en sorte qu'il serve à celles et ceux qui produisent, et non aux patrons, banquiers et actionnaires !***

L'Union syndicale Solidaires avait proposé à l'intersyndicale d'appeler à une **journée nationale de grève et manifestations le 18 janvier**. Nous n'avons pas été suivis. Solidaires participera aux initiatives unitaires décidées ce jour-là dans de nombreux départements, mais il est nécessaire d'aller plus loin, l'Union syndicale Solidaires :

- soutient les mouvements de grève décidés dans certains secteurs professionnels, les nombreuses luttes de résistance menées dans les entreprises qui licencient.
- appelle à coordonner les actions au plan interprofessionnel et national.
- considère qu'une réponse syndicale européenne est nécessaire, face aux plans de rigueur qui s'attaquent aux droits des populations de tous les pays.
- propose d'organiser dans les semaines qui viennent une manifestation nationale pour le droit à un emploi stable pour tous et toutes.